

23e conférence régionale de la FAO pour l'Afrique : les paysans africains n'attendent pas des miracles du Nepad

Wal Fadjri (Dakar)

4 Mars 2004

Publié sur le web le 4 Mars 2004

Les organisations paysannes africaines réunies à Johannesburg depuis lundi dernier, soutiennent le volet agricole du Nepad. Mais, préviennent-elles, elles n'en attendent pas des miracles. Parce que le Nepad ne répond pas à leurs attentes en matière d'accès à l'eau, à la terre, aux intrants agricoles, aux crédits, mais aussi sur les questions liées à l'environnement et aux soins de santé contre le paludisme et le sida.

Plusieurs organisations paysannes (Op), Ong et Organisations de la société civile (Osc) d'une quarantaine de pays africains ont adopté dimanche dernier, à Johannesburg, une déclaration finale dans laquelle elles apportent un soutien critique au volet agricole du Nepad qu'elles jugent "faible" et pour lequel elles souhaitent une plus grande implication dans sa mise en oeuvre. "Nous soutenons le Nepad, même s'il ne faut pas s'attendre à des miracles", a déclaré le Malien Ibrahim Coulibaly, membre du Comité exécutif du Réseau des organisations paysannes et des producteurs d'Afrique de l'Ouest (Roppa) qui regroupe des Op d'une dizaine de pays d'Afrique de l'Ouest.

En effet, au cours de leur rencontre préparatoire à la 23e Conférence régionale de la Fao pour l'Afrique qui se tient à Johannesburg en Afrique du Sud du 1er au 5 mars, les Op ont estimé que le Nepad ne répond pas généralement à leurs attentes, notamment sur les questions d'accès à l'eau, à la terre, aux intrants agricoles, aux crédits, mais aussi aux questions liées à l'environnement et aux soins de santé contre le paludisme et le sida. A cet égard, les Op, Ong et autres Osc attendent des gouvernements africains de leurs pays des mesures concrètes afin de réaliser leur nouvelle vision de l'agriculture qu'est la souveraineté alimentaire qui permet d'aboutir à des performances agricoles. Selon la déclaration finale, cette souveraineté alimentaire doit se conformer à des exigences éthiques d'humanisme, de justice et d'équité pour assurer une alimentation à tous en Afrique, seul continent où la production alimentaire a fléchi ces quarante dernières années, selon la Fao.

Sur ces programmes du Nepad, de la souveraineté alimentaire, du Cip, du Comité international de planification (voir encadré), de "l'Alliance nationale contre la faim" et de "l'Afrique nourricière", un programme élaboré par le mouvement paysan du Sénégal (Cncr) - dont le lancement est prévu le 8 mars à l'occasion de la Foire agricole de Dakar (Fiara) - les Op, Ong et Osc se disent "prêtes" pour les vulgariser auprès des millions de petits paysans africains. De grandes mobilisations seront ainsi prévues à l'occasion de la Journée internationale de l'alimentation organisée chaque année au mois d'octobre par la Fao.

Mais pour relever ces défis, les paysans et la société civile africains misent sur la multiplication et le renforcement des échanges entre eux. Selon la déclaration finale, des partenariats effectifs et efficaces entre les Op, Ong et Osc doivent aussi être noués ainsi qu'entre elles et leurs partenaires d'appui au développement. Est aussi envisagé un partenariat avec le secrétariat du Nepad avec lequel les Op, Ong et Osc souhaitent travailler sur la base d'un "manuel de procédure", selon l'expression de Ndiogou Fall, le patron du Roppa. A ce propos, les Op, Ong et Osc ont recommandé la mise sur pied d'un comité ad hoc composé des représentants de chaque point focal régional africain, chargé du suivi et de l'évaluation des recommandations de l'atelier tenu en fin février 2004 à Pretoria, la capitale de l'Afrique du Sud.

Si elles exigent des mesures concrètes de la part de leurs gouvernements, les Op, Ong et Osc ont également pris l'engagement de participer au renforcement de l'agriculture africaine. Sur toutes ces initiatives, "elles souhaitent la poursuite des appuis multiformes que leur apportent la Fao, le Fida et le Cip qui ont répondu favorablement" à leur appel en réaffirmant leur soutien pour la lutte contre la faim et la pauvreté.

Encadré Le Cip, un forum d'échanges et de communication

Né en Italie, suite au Forum mondial pour la souveraineté alimentaire tenu à Rome en juin 2002 sous l'égide de la Fao, le Comité international de planification des Ong/Osc pour la souveraineté alimentaire est un réseau qui regroupe des organisations de producteurs, de la société civile et d'experts qui partagent la vision du développement de la production alimentaire et de lutte contre la faim et la pauvreté dans le monde. Le Cip aide à une meilleure communication et un meilleur regroupement entre ses membres. L'adhésion est libre et volontaire. Le Cip, dont le siège se trouve à Rome, compte quatre sections : un secrétariat, une section des experts, une section des points focaux régionaux africains (Nigeria, Sénégal, Cameroun, Kenya), une section des points focaux dits "des groupes majoritaires" que sont les peuples indigènes, les pêcheurs, les syndicats et les Ong.